

Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique
Direction B - Logistique
L-2929 LUXEMBOURG

SERVICE DE LA PASSATION DES MARCHÉS

CAHIER DES CHARGES

Procédure ouverte n° 06B30/2018/M034

Achat de tenues de service et prestations de tailleur / prise de mesures sur place – Uniformes hommes à livrer à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg

1. INTRODUCTION

Le présent cahier des charges fait partie intégrante des documents d'appel à la concurrence préparés pour le marché en objet. Les documents d'appel à la concurrence susmentionnés sont composés :

- de l'avis de marché
- d'une lettre d'invitation à soumissionner
- des conditions pour soumettre une offre
- d'un cahier des charges et de ses annexes
- d'un cahier d'engagement
- et d'un modèle de contrat et de ses annexes

Le présent cahier des charges est complété par les annexes suivantes, qui en font partie intégrante :

Annexe I : Spécifications techniques

Annexe II : Politique environnementale du Parlement européen

Annexe III : *Sans objet*

Annexe IV : *Sans objet*

Annexe V : Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Annexe VI : *Sans objet*

Annexe VII : Fiche de renseignements financiers

Annexe VIII : Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

PARTIE I – INFORMATIONS GÉNÉRALES

2. OBJET DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne, le Parlement européen a décidé de lancer le présent appel d'offres en vue de l'achat de tenues de service et prestations de tailleur / prise de mesures sur place – Uniformes hommes à livrer à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

Cet appel d'offres a fait l'objet de la publication de l'avis de marché au *Journal officiel de l'Union européenne*.

3. DESCRIPTION, OBJECTIF ET MONTANT ESTIMÉ DU MARCHÉ

Le marché porte sur l'achat de tenues de service et prestations de tailleur / prise de mesures sur place – Uniformes hommes à livrer à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

Les spécifications techniques sont fournies en annexe I du cahier des charges.

La valeur du marché est estimée dans une fourchette entre **800.000 EUR** et **1.000.000 EUR** (montant maximum) hors TVA sur les 4 années, en fonction de la qualité de l'offre (voir critères qualitatifs sous point 15).

Cette valeur correspond aux quantités annuelles estimées figurant dans le bordereau de prix faisant partie des documents d'appel d'offres. Il est précisé que toute offre dont le prix total (à savoir quatre fois le total annuel du bordereau de prix) **dépasserait le budget maximum** de 1.000.000 EUR hors TVA **sera considérée comme inacceptable et sera rejetée pour ce motif**.

Le marché sera attribué pour une durée maximale de 4 années, sous forme d'un contrat-cadre annuel renouvelable au maximum trois fois. L'exécution du marché ne commencera qu'à partir du moment où le contrat-cadre sera signé. Tout renouvellement contractuel sera effectué conformément aux conditions fixées dans le contrat.

Le marché n'est pas divisé en lots et les soumissionnaires doivent proposer l'ensemble des fournitures demandées.

4. PARTICIPATION À LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES

La participation à cette procédure d'appel d'offres est ouverte dans les mêmes conditions à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un État membre de l'Union européenne et à toutes les personnes physiques, morales et entités publiques d'un pays tiers ayant conclu avec l'Union européenne un accord particulier dans le domaine des marchés publics leur donnant accès au marché objet de cet appel d'offres et dans les conditions prévues par cet accord.

Afin de déterminer l'admissibilité des soumissionnaires, ceux-ci devront indiquer, dans leur offre, l'État dans lequel ils ont leur siège ou sont domiciliés. Ils présenteront également les preuves requises selon leur législation nationale ou d'autres preuves équivalentes permettant au Parlement européen de vérifier leur origine.

5. GROUPEMENTS D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

L'annexe V sera obligatoirement complétée et annexée à l'offre si celle-ci est introduite par un groupement d'opérateurs économiques.

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à soumissionner. Le Parlement européen se réserve le droit d'exiger que le groupement retenu revête une forme juridique déterminée si celle-ci est nécessaire pour la bonne exécution du marché. Cette exigence pourra être communiquée par le Parlement européen à tout moment de la procédure de passation du marché mais, dans tous les cas, avant la signature du contrat.

Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique au plus tard avant la signature du contrat si le marché lui est attribué. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes :

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre,
- une entité sans personnalité juridique, mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, cela pourrait être par exemple, un consortium ou une association momentanée),
- la signature, par tous les partenaires, d'une sorte de «procuration» ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le statut réel du groupement sera attesté par tout document ou accord signé par ses membres et devra être joint à l'offre.

Exceptionnellement, ces documents ou accords pourront être modifiés et/ou envoyés après la date limite de soumission d'une offre mais en aucun cas après la communication des résultats de l'appel d'offres aux soumissionnaires concernés. Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter une offre si les clauses de l'accord entre les membres d'un groupement sont modifiées au cours de la procédure, si celles-ci ne prévoient pas une responsabilité solidaire entre les membres du groupement ou si aucun accord ayant une valeur juridique n'a été présenté avec l'offre.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci assurent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. En tout état de cause, il convient de noter que dans le contrat signé avec le groupement, le Parlement européen se référera expressément à l'existence d'une responsabilité solidaire entre les membres de ce groupement. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité pouvant représenter les membres et ayant, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres.

Les offres émanant de groupements d'opérateurs économiques doivent préciser le rôle, les compétences et l'expérience de chaque membre du groupe. La soumission de l'offre sera effectuée par les opérateurs économiques unis qui assument également leur responsabilité solidaire pour la soumission.

Pour un groupement d'opérateurs économiques, la preuve de droit d'accès au marché (admissibilité), ainsi que les preuves relatives au respect des critères d'exclusion et de sélection seront fournies par chaque membre du groupement. En ce qui concerne les critères de sélection, le Parlement européen peut faire valoir les capacités des autres membres du groupement afin de déterminer si le soumissionnaire disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché. Dans ce cas, ces membres devront produire un engagement par lequel ils mettent à la disposition des autres les moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

6. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée.

Les deux documents prévus dans le « cahier d'engagement » seront obligatoirement complétés et annexés à l'offre si le soumissionnaire a recours à la sous-traitance.

L'offre doit détailler, dans la mesure du possible, la part du marché que le soumissionnaire entend sous-traiter et l'identité des sous-traitants. Pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du contrat, le Parlement européen se réserve le droit d'exiger des soumissionnaires qu'ils fournissent des informations sur les capacités financières, économiques, techniques et professionnelles du ou des sous-traitants proposés. De même, le Parlement européen pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si les sous-traitants satisfont aux critères d'exclusion requis. Les soumissionnaires sont informés que les sous-traitants proposés ne peuvent pas être dans une des situations décrites dans les articles 106 et 107 du règlement financier donnant lieu à l'exclusion à la participation d'un marché de l'Union européenne.

Si la sous-traitance représente une part importante du marché, le Parlement européen s'assure que les sous-traitants envisagés satisfont aux critères de sélection applicables.

Le Parlement européen a le droit de rejeter tout sous-traitant ne satisfaisant pas aux critères d'exclusion (voir point 13) ou de sélection (voir point 14).

Par ailleurs, le Parlement européen devra être informé par le contractant de tout recours ultérieur à la sous-traitance non prévu dans l'offre. L'ordonnateur compétent se réserve le droit d'accepter ou non le sous-traitant proposé. Pour ce faire, il pourra réclamer les preuves nécessaires pour déterminer si le ou les sous-traitants satisfont aux critères requis. L'autorisation du Parlement européen sera toujours accordée par écrit.

L'attribution du marché à un soumissionnaire qui propose un sous-traitant dans son offre équivaut à une autorisation de sous-traitance.

7. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

8. PRIX

Les prix sont révisables selon les conditions indiquées à l'article I.4 du contrat.

En application de l'article 3 du protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne, l'offre de prix sera soumise hors TVA et autres taxes équivalentes.

L'offre de prix doit être forfaitaire, tout compris et exprimée en euros, même pour les pays qui ne font pas partie de la zone euro. Pour les soumissionnaires de ces derniers pays, le montant de l'offre ne pourra pas être révisé en fonction de l'évolution du taux de change. Le choix du taux de change appartient au soumissionnaire, qui accepte les risques ou les bénéfices de toute variation du taux.

9. GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune garantie de soumission ou de bonne fin n'est exigée.

10. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Politique environnementale du Parlement européen

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter scrupuleusement la législation en vigueur en matière d'environnement dans le domaine du marché. À ce titre, il est à noter que le Parlement européen applique le système de gestion environnementale EMAS conformément au

règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009. Des informations à ce sujet sont fournies par le service ordonnateur dans l'annexe II du présent cahier des charges. L'attributaire devra s'assurer que les informations transmises par le Parlement européen sur le programme EMAS en général, et plus précisément sur la mise en œuvre concrète de mesures environnementales, soient connues de l'ensemble de son personnel travaillant pour le Parlement européen. À la demande de celui-ci, l'attributaire peut être tenu d'attester que toute personne affectée aux travaux contractuels a reçu la formation professionnelle nécessaire et adéquate (sur le plan technique, en matière de sécurité et d'environnement) concernant le respect des règles de sécurité, la manipulation correcte des équipements et produits à utiliser, y compris les mesures à prendre en cas de fausse manipulation ou d'autres incidents éventuels.

11. POLITIQUE DE PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Le soumissionnaire, s'il devient attributaire, s'engage à respecter, dans l'exécution du marché, une politique de promotion de l'égalité et de la diversité en assurant l'application pleine et entière des principes de non-discrimination et d'égalité énoncés dans les traités de l'Union européenne. Plus précisément, l'attributaire du marché s'engage à créer, à maintenir et à promouvoir un environnement de travail ouvert et inclusif, respectueux de la dignité humaine et des principes d'égalité des chances, articulé autour de trois axes prioritaires :

- égalité des femmes et des hommes,
- emploi et intégration des personnes handicapées,
- élimination de tout obstacle au recrutement et de toute discrimination potentielle fondés sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

12. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES CONTRATS-CADRES

Les modalités d'exécution du contrat sont en particulier décrites dans les spécifications techniques et dans le projet de contrat.

Les contrats-cadres seront exécutés à l'aide de bons de commande.

PARTIE II - CRITÈRES D'EXCLUSION, DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION
--

13. CRITÈRES D'EXCLUSION

Le texte intégral des articles 106, 107 et 108 du règlement financier, relatifs aux critères d'exclusion et à leur application, figure au *Journal officiel de l'Union européenne* L 286 du 30 octobre 2015, pages 1 à 29.

Article 106 du règlement financier (extraits): seuls les paragraphes 1, 4, 7 et 8 sont reproduits ci-dessous.

1. Le pouvoir adjudicateur exclut un opérateur économique de la participation aux procédures de passation de marché régies par le présent règlement dans les cas suivants :
 - a) l'opérateur économique est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, ses biens sont administrés par un liquidateur ou sont placés sous administration judiciaire, il a conclu un concordat préventif, il se trouve en état de cessation d'activités, ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;

- b) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale conformément au droit du pays où il est établi, à celui du pays où le pouvoir adjudicateur se situe ou à celui du pays où le marché doit être exécuté;
- c) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une faute professionnelle grave en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient, ou en ayant adopté une conduite fautive qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave, y compris en particulier l'une des conduites suivantes:
 - i) présentation frauduleuse ou par négligence de fausse déclaration en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou le respect des critères de sélection ou dans l'exécution d'un marché;
 - ii) conclusion d'un accord avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence;
 - iii) violation de droits de propriété intellectuelle;
 - iv) tentative d'influer sur le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur lors de la procédure de passation de marché;
 - v) tentative d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché;
- d) il a été établi par un jugement définitif que l'opérateur économique est coupable de l'un des faits suivants:
 - i) fraude, au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, établie par l'acte du Conseil du 26 juillet 1995;
 - ii) corruption, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, établie par l'acte du Conseil du 26 mai 1997, et à l'article 2, paragraphe 1, de la décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil, ou telle qu'elle est définie dans le droit du pays où le pouvoir adjudicateur se situe, du pays où l'opérateur économique est établi ou du pays où le marché doit être exécuté;
 - iii) participation à une organisation criminelle telle qu'elle est définie à l'article 2 de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil;
 - iv) blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme tels qu'ils sont définis à l'article 1^{er} de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil;
 - v) infraction terroriste ou infraction liée aux activités terroristes, telles qu'elles sont définies respectivement à l'article 1^{er} et à l'article 3 de la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil, ou incitation à commettre une infraction, complicité ou tentative d'infraction telles qu'elles sont visées à l'article 4 de ladite décision;
 - vi) travail des enfants ou autres formes de traite des êtres humains tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil;
- e) l'opérateur économique a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par le budget, ce qui a conduit à la résiliation anticipée du marché ou à l'application de dommages-intérêts forfaitaires ou d'autres pénalités

contractuelles ou ce qui a été découvert à la suite de contrôles, d'audits ou d'enquêtes effectués par un ordonnateur, l'OLAF ou la Cour des comptes;

- f) il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une irrégularité au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2, du règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du Conseil.
4. Le pouvoir adjudicateur exclut l'opérateur économique lorsqu'une personne qui est un membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance dudit opérateur économique ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de cet opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, points c) à f). Le pouvoir adjudicateur exclut également l'opérateur économique lorsqu'une personne physique ou morale qui répond indéfiniment des dettes dudit opérateur économique se trouve dans une ou plusieurs des situations visées au paragraphe 1, point a) ou b).
7. Le pouvoir adjudicateur, (...), n'exclut pas un opérateur économique de la participation à une procédure de passation de marché:
- a) lorsque l'opérateur économique a pris des mesures correctrices visées au paragraphe 8 du présent article, démontrant ainsi sa fiabilité. Cette faculté ne s'applique pas dans le cas visé au paragraphe 1, point d), du présent article;
 - b) lorsqu'il est indispensable pour assurer la continuité du service, pour une durée limitée et dans l'attente de l'adoption des mesures correctrices énoncées au paragraphe 8 du présent article;
 - c) lorsqu'une exclusion serait disproportionnée (...).

En outre, le paragraphe 1, point a), du présent article ne s'applique pas en cas d'achat de fournitures à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des liquidateurs dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature prévue par le droit national.

(...)

8. Les mesures visées au paragraphe 7 destinées à remédier à la situation d'exclusion peuvent notamment comprendre:
- a) les mesures visant à identifier l'origine des situations donnant lieu à l'exclusion et les mesures concrètes prises au niveau technique, de l'organisation et du personnel dans le domaine d'activité concerné de l'opérateur économique qui sont de nature à corriger la conduite et à éviter qu'elle se répète;
 - b) les éléments prouvant que l'opérateur économique a pris des mesures pour indemniser ou réparer le dommage ou le préjudice causé aux intérêts financiers de l'Union par les faits en cause donnant lieu à la situation d'exclusion;
 - c) les éléments prouvant que l'opérateur économique a payé ou garanti le paiement de toute amende infligée par une autorité compétente ou de tout impôt ou de toute cotisation de sécurité sociale visé au paragraphe 1, point b).

Article 107 du règlement financier (extraits): seuls les paragraphes 1 et 2 sont reproduits ci-dessous.

Rejet d'une procédure de passation de marché déterminée

1. Le pouvoir adjudicateur n'attribue pas de contrat pour une procédure de passation de marché déterminée à un opérateur économique qui:
 - a) se trouve dans une situation d'exclusion établie conformément à l'article 106;
 - b) a présenté de fausses déclarations en ce qui concerne les informations exigées pour participer à la procédure ou n'a pas communiqué ces informations;
 - c) a déjà participé à la préparation de documents de marché, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.
2. Avant de décider de rejeter d'une procédure de passation de marché déterminée la candidature d'un opérateur économique, le pouvoir adjudicateur donne à cet opérateur la possibilité de présenter ses observations, sauf si le rejet est justifié sur la base du paragraphe 1, point a), par une décision d'exclusion prise à l'encontre de l'opérateur économique, après examen des observations qu'il a formulées.

Le soumissionnaire est invité à remplir le document « cahier d'engagement ».

Évaluation des critères d'exclusion

1. Tous les soumissionnaires fourniront la déclaration sur l'honneur dûment datée et signée telle qu'elle figure dans le document « cahier d'engagement ».
2. Le soumissionnaire à qui le marché sera attribué, fournira, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de notification de l'attribution provisoire du marché et avant la signature du contrat, les preuves suivantes :
 - un extrait récent du casier judiciaire ou, à défaut, un document équivalent délivré récemment par une autorité judiciaire ou administrative du pays où il est établi, faisant apparaître que l'opérateur économique auquel le marché est à attribuer ne se trouve pas dans un des cas mentionnés à l'article 106, paragraphe 1, points a), c), d) ou f), du règlement financier; cette clause s'applique également aux personnes visées à l'article 106, paragraphe 4, du règlement financier;
 - un certificat récent délivré par l'autorité compétente de l'État concerné afin de prouver que le soumissionnaire ne se trouve pas dans le cas mentionné à l'article 106, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier;
 - lorsque les documents ou certificats indiqués ci-dessus ne sont pas délivrés par le pays concerné, et pour les autres cas d'exclusion visés à l'article 106 du règlement financier, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays où il est établi.
3. Le soumissionnaire à qui le marché est attribué est dispensé de l'obligation de produire les preuves documentaires visées au paragraphe 2 s'il est une organisation internationale, si le pouvoir adjudicateur peut avoir accès gratuitement à ces preuves en consultant une base de données nationale ou si ces preuves ont déjà été présentées aux fins d'une autre procédure de passation de marché, pour autant que la date de délivrance des documents en question ne remonte pas à plus d'un an et qu'ils soient toujours valables. En pareil cas, le soumissionnaire atteste sur l'honneur que les pièces justificatives ont déjà été fournies lors d'une procédure de passation de marché antérieure, qu'il précise, et qu'aucun changement n'est intervenu dans sa situation.

14. CRITÈRES DE SÉLECTION

14.1. Capacité juridique et réglementaire

Le soumissionnaire est tenu de satisfaire à l'une des conditions suivantes au moins :

- a) être inscrit au registre de la profession ou au registre du commerce, sauf s'il est une organisation internationale,

En cas de groupements d'opérateurs économiques, la justification de l'autorisation à produire l'objet visé par le marché sera apportée par chacun des membres du groupement.

14.2. Capacité financière et économique

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité économique et financière suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de la valeur et l'étendue de celui-ci. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à la capacité financière du soumissionnaire ou si celle-ci s'avère insuffisante pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Par ailleurs, pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires une capacité financière et économique minimale qui sera évaluée au vu des éléments suivants :

- Chiffre d'affaires minimal de 280 000 € réalisé dans le domaine concerné par le marché, au cours des deux derniers exercices clos
- assurance contre les risques professionnels.

L'évaluation de la capacité financière et économique sera effectuée à partir des éléments contenus dans les documents suivants, à fournir par les soumissionnaires :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires réalisé dans le domaine auquel se réfère le marché au cours des trois derniers exercices (annexe VII du présent cahier des charges),
- preuve d'une assurance des risques professionnels en cours de validité

Si le soumissionnaire n'est pas en mesure de produire les éléments de référence demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre document jugé approprié par le Parlement européen.

Le soumissionnaire peut également recourir aux capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens qu'il entretient avec celles-ci. Il doit, dans ce cas, prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en certifiant que ces entités se sont engagées à mettre lesdits moyens à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités financières de celui-ci. Le Parlement pourra, le cas échéant, exiger que le soumissionnaire et ces autres entités soient solidairement responsables de l'exécution du marché.

Dans les mêmes conditions, un groupement d'opérateurs économiques peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou d'autres entités.

Par ailleurs, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités économiques d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché.

Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

14.3. Capacité technique et professionnelle

Le soumissionnaire doit disposer d'une capacité technique et professionnelle suffisante pour lui permettre d'exécuter le marché dans le respect des dispositions contractuelles et compte tenu de sa valeur et de son étendue. Si, à la lumière des informations fournies par le soumissionnaire, le Parlement européen a des doutes quant à ses capacités techniques et professionnelles ou si celles-ci s'avèrent insuffisantes pour exécuter le marché, l'offre pourra être rejetée sans que le soumissionnaire ne puisse prétendre à une quelconque compensation financière.

Pour le marché faisant l'objet du présent appel d'offres, le Parlement européen exige des soumissionnaires qu'ils disposent des capacités techniques et professionnelles suivantes :

- une expérience d'au moins deux ans dans des services/prestations semblables à celles requises dans le présent marché,
- disposer d'une organisation adéquate, concernant la gestion des commandes et la logistique, ainsi que les « visites du contractant », les retouches nécessaires et les échanges d'articles, conformément aux sections IV et V des spécifications techniques (annexe I du présent cahier des charges).

En fonction de la nature, de la quantité ou de l'importance et de l'utilisation des fournitures, services ou travaux à fournir, la capacité technique et professionnelle des opérateurs économiques sera justifiée par les éléments suivants :

- a) une liste des principales livraisons effectuées au cours des deux dernières années, indiquant le montant, la date et leur client, public ou privé, assortie, sur demande, de déclarations émanant des clients,
- b) une présentation écrite détaillée de votre méthodologie d'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché ainsi que de votre organisation et de votre logistique.

Le soumissionnaire pourra faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit alors prouver au Parlement européen qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en produisant une attestation de l'engagement de ces entités à les mettre à sa disposition. Dans ce cas, le Parlement européen a le droit de refuser la candidature ou l'offre soumise s'il a des doutes quant à l'engagement du tiers ou quant aux capacités professionnelles et/ou techniques de celui-ci.

En tout cas, le soumissionnaire peut toujours s'appuyer sur les capacités techniques et professionnelles d'un ou de plusieurs sous-traitants pour autant que ceux-ci s'engagent à participer à l'exécution du marché. Dans ce cas de figure, le Parlement européen évaluera les capacités du ou des sous-traitants en rapport avec l'étendue de leur participation à l'exécution du marché.

Si le Parlement européen établit qu'un soumissionnaire se trouve dans une situation de conflit d'intérêts qui pourrait avoir une incidence sur l'exécution du marché, le Parlement pourra conclure que le soumissionnaire n'a pas le niveau de qualité approprié pour exécuter le marché.

15. CRITÈRES D'ATTRIBUTION

Le marché sera attribué à l'offre présentant le **meilleur rapport entre le prix et la qualité**.

Pour déterminer quelle est l'offre qui présente le meilleur rapport qualité-prix, les offres seront évaluées sur la base des critères suivants :

La **pondération relative** entre le prix et la qualité est de 50 (prix) et 50 (qualité).

Un maximum de 50 points sera ventilé sur les critères « qualité ».

Critère 1 - qualité du textile (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les aspects : toucher de la matière, « froissabilité », solidité et couleur,...

Critère 2 - finitions (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui appréciera les détails : boutons, revers, coutures (intérieures/poches /pochettes), doublures, pli, etc.

Critère 3 - qualité perçue et fonctionnelle (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la souplesse, légèreté, porté agréable,...

Critère 4 - esthétique (10 points)

Un maximum de 10 points sera attribué à ce critère qui prendra en considération la coupe, du modèle (moderne ou dépassée).

Critère 5 - filière responsable d'approvisionnement (10 points)¹

Pour ce critère, un maximum de 10 points sera ventilé de la façon suivante :

- Origine certifiée de la laine/coton/soie (3 points)

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction de la certification d'origine de la fibre assurant qu'elle est produite selon les standards écologiques (biologique, IPM, consommation d'eau selon ISO 6006), qu'une rémunération équitable est assurée aux producteurs, voire qu'elle provient directement d'un pays de l'Union européenne. En cas de teneur partielle en fibre responsable, la valeur ajoutée sera évaluée proportionnellement.

- Production du tissu (3 points) :

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, non-utilisation de produits nocifs, rémunération équitable) voire de la provenance d'un pays de l'Union européenne.

- Confection du vêtement (4 points) :

¹ Le soumissionnaire qui propose dans son offre une filière responsable d'approvisionnement devra, s'il devient contractant, en cas de rupture d'approvisionnement en cours de contrat, proposer une solution au moins équivalente. L'attention des soumissionnaires est attirée sur les conséquences de fausses déclarations dans le cadre des marchés publics (article 106 et 107 du règlement financier ci-avant).

La valeur ajoutée sera appréciée en fonction des caractéristiques sociales et environnementales de l'usine produisant le tissu (application certifiée des standards sociaux requis par la législation européenne, rémunération équitable), de la provenance d'un pays de l'Union européenne ou des mesures particulières d'insertion sociale (notamment emploi de personnes handicapées ou défavorisées).

Pour l'évaluation du critère "filère responsable d'approvisionnement" le soumissionnaire doit fournir l'ensemble des certificats, fiches techniques et attestations, provenant d'organismes agréés ou reconnus en Union européenne, et une identification précise des producteurs, permettant d'établir la réalité de la filière déclarée. Les soumissionnaires sont encouragés à proposer des filières d'approvisionnement courtes et à privilégier la provenance européenne.

Chacun des vêtements énumérés dans les spécifications techniques sera évalué selon les exigences minimales y listées, sur base de l'échantillon et des certificats, attestations et descriptifs fournis. Si l'ensemble des vêtements sont conformes aux exigences, ils seront évalués individuellement selon les critères ci-dessus, et obtiendront entre 0 et 50 pour les critères qualitatifs (valeur ajoutée).

La note globale de l'offre sera obtenue par la pondération relative des notes individuelles, correspondant à l'importance financière relative de chaque produit, comme suit :

- | | |
|------------------------|-----|
| • veste de costume | 30% |
| • pantalon de costume | 30% |
| • chemise classique | 20% |
| • chemise de cérémonie | 5% |
| • cravate | 5% |
| • manteau et caban | 5% |
| • imperméable | 5% |

Ainsi, chaque offre admissible et entièrement conforme aux spécifications techniques aura une note globale au titre des critères qualitatifs entre 0 et 50.

Pour calculer le rapport pondéré entre la qualité et le prix (« value for money »), il sera procédé comme suit :

La note globale (valeur ajoutée) de l'offre sera additionnée à un score de 50 points, qui correspond à la valeur d'une offre strictement conforme au cahier des charges, pour déterminer la **valeur qualitative de l'offre** qui sera entre 50 et 100 points.

La valeur qualitative de l'offre sera ensuite divisée par le prix de l'offre en EUR hors TVA (case « Total général » du bordereau de prix), pour obtenir le rapport entre la qualité et le prix.

$$\Sigma Q/P = \frac{50 + (Q_{veste} * 0.3 + Q_{pant} * 0.3 + Q_{chem1} * 0.2 + Q_{chem2} * 0.05 + Q_{crav} * 0.05 + Q_{mant} * 0.05 + Q_{imper} * 0.05)}{P}$$

Si le Parlement européen décide d'attribuer le marché, celui-ci sera attribué à l'offre avec **le rapport entre la qualité et le prix ($\Sigma Q/P$) le plus élevé.**

Annexe I : Spécifications techniques

Achat de tenues de service et prestations de tailleur / prise de mesures sur place – Uniformes hommes à livrer à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg

I. GÉNÉRALITÉS

Le contractant doit pouvoir se déplacer sur les trois sites du Parlement européen (Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg), tant pour les prises de mesures que pour les livraisons.

Les vêtements souhaités sont des costumes de ville pour homme en confection « prêt-à-porter » avec vestes, pantalons, chemises et cravates assorties.

Le costume devra être à la mode actuelle et d'excellente qualité.

Il devra présenter des finitions soignées et devra être confortable à porter.

Il sera adapté à la juste taille de chacun des bénéficiaires, sur la base de mesures prises par le contractant au préalable.

Dans certains cas et sous couvert de certificat médical du bénéficiaire, il pourra être demandé de changer de tissu pour les cas d'allergie ou autres.

Les couleurs retenues sont : gris anthracite, noir ou bleu marine.

Les vêtements proposés font l'objet de critères qualité (point 15 ci-dessus). Les soumissionnaires sont **encouragés à proposer des produits d'une qualité maximale**, à la hauteur de l'image officielle et protocolaire d'une institution politique européenne, en restant toutefois dans la fourchette de la valeur estimée du marché (voir point 3 de la partie administrative du cahier des charges).

Tous les vêtements, y compris en ce qui concerne la production de la fibre et la fabrication du tissu, doivent être produits conformément aux conventions internationales dans le domaine social et environnemental, listées dans l'annexe X de la Directive européenne sur les marchés publics². En cas de doute quant au respect de ces conventions par les fournisseurs de matière première, le Parlement se verra dans l'obligation de rejeter l'offre. Ainsi, il est **fortement recommandé aux soumissionnaires de privilégier des tissus provenant d'une production certifiée** (cf. critères qualitatifs au point 15 ci-dessus) ou, du moins, de fournir un maximum d'attestations et d'informations donnant une assurance suffisante sur le respect des conventions.

II. CARACTÉRISTIQUES REQUISES POUR LES VÊTEMENTS

Vestes de costume

Les vestes doivent exister dans les conformations CLASSIC-FIT et MODERN-FIT.

² voir page 225 de <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2014:094:FULL>

Elles doivent exister dans au moins 12 tailles différentes, au minimum du 44 au 66 et dans les tailles normales, longues, trapues, trapues courtes et ventruées.

Toutes ces tailles doivent exister dans les 2 conformations, à savoir CLASSIC-FIT et MODERN-FIT.

- tissu 100% pure laine, grammage sera entre 270 gr et 280 gr.
- posséder 2 boutons en simple boutonnage (pas croisé)
- à l'intérieur du côté gauche, disposer d'une poche téléphone portable ainsi que d'une petite poche (bic) au minimum, les poches doivent être solides
- à l'intérieur du côté droit, disposer d'une grande poche solide
- doublure 100% viscose

Pantalon de costume

Les pantalons de costume doivent exister dans les conformations CLASSIC-FIT et MODERN-FIT, ils doivent exister dans au moins 12 tailles différentes, au minimum du 44 au 66 et dans les tailles normales, longues, trapues, trapues courtes et ventruées.

Toutes ces tailles doivent exister dans les 2 conformations, à savoir CLASSIC-FIT et MODERN-FIT.

- tissu 100% pure laine, grammage sera entre 270 gr et 280 gr.
- coupe classique à la mode actuelle, sans pinces
- doublure intérieure jusqu'aux genoux
- doublure 100% viscose
- deux poches avant et des poches arrières avec doublure solide.

ATTENTION : la taille de la veste et du pantalon devront être de tailles dépareillées si cela est nécessaire.

Chemise classique

- certifié Oeko-Tex 100
- coupe classique, à la mode actuelle
- doit exister dans 3 conformations : classique-fit, modern-fit et slim-fit
- doit exister dans au moins 12 tailles différentes dans chacune des 3 conformations
- doit exister avec 4 longueurs de manches : 59 cm, 64 cm, 69 cm et 72 cm
- couleur blanche ou bleu ciel
- 100% coton et non-iron
- col kent
- équipée de manches longues ou courtes (selon le choix des bénéficiaires)

- boutons ton sur ton
- prix unique toutes versions et tailles confondues

Chemise de cérémonie

- certifié Oeko-Tex 100
- coupe classique, à la mode
- doit exister dans 3 conformations : classic-fit, modern-fit et slim-fit
- 100% coton et non-iron
- équipée de manches avec double manchettes
- fermeture avant sous pattes
- col kent
- prix unique toutes versions et tailles confondues

Cravate

- 100% pure soie
- tissée ou imprimée
- longueur : 155 cm et largeur : 7 cm
- assortie à la couleur du costume

Manteau

- de coupe classique, à la mode et élégant
- en laine, au moins 60%
- doit exister dans au moins 12 tailles différentes, au minimum du 44 au 66
- doit exister en tailles normales, longues et trapues
- de longueur hauteur genoux
- couleur : gris, noir ou bleu marine

Caban

- de coupe classique, à la mode et élégant
- 100% pure laine
- doit exister dans au moins 12 tailles différentes, au minimum du 44 au 66
- doit exister en tailles normales, longues et trapues
- couleur : gris, noir ou bleu marine

Imperméable

- de coupe classique, à la mode et élégant
- en microfibre ou popeline
- doit exister dans au moins 12 tailles différentes, au minimum du 44 au 66

- doit exister en tailles normales, longues et trapues
- de longueur hauteur genoux
- couleur : noir ou bleu marine

III. TERMINOLOGIE

Agent, bénéficiaire

Personne au sein du Parlement européen bénéficiant d'une dotation d'uniforme de travail

Service opérationnel ou unité opérationnelle

Département dans lequel travaillent les agents. Ce service opérationnel est le seul interlocuteur du Parlement européen pour les modalités pratiques d'exécution des commandes (organisation des dates et lieux de rendez-vous).

Service gestionnaire

Service en charge de la commande et du suivi de la bonne exécution du contrat.

Le contractant

Par ce terme s'entend la partie signataire au contrat qui exécute (ou fait exécuter par un éventuel sous-traitant repris à l'offre du soumissionnaire) le marché.

Retouche

Toute opération qui permet d'adapter le vêtement à la physionomie du bénéficiaire.

Site

Lieu de travail du Parlement européen, en l'occurrence Strasbourg, Luxembourg et Bruxelles (terme à ne pas confondre avec les bâtiments).

Pour chaque site sera nommé un coordinateur, avec mention d'une seule adresse de livraison.

Vendredi court

Il s'agit des vendredis où les services du Parlement européen sont ouverts de 9h30 à 12h00, ces vendredis courts précèdent les semaines de sessions parlementaires à Strasbourg (sessions qui se tiennent du lundi au jeudi). Voir le calendrier des sessions parlementaires 2019 ci-après, également consultable, à l'adresse :

<http://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/meetings-search.html>

IV. MODALITES D'EXECUTION DU CONTRAT-CADRE

IV.1 Bons de commande

Le contrat-cadre sera exécuté à l'aide des bons de commande.

La langue d'exécution du contrat sera le français.

Sous réserve des dispositions complémentaires indiquées dans le contrat-cadre, les modalités d'exécution du contrat-cadre sont les suivantes :

1. chaque fois que le Parlement européen désire se procurer des prestations objet du contrat-cadre, il adresse au contractant un bon de commande,
2. le délai d'exécution des tâches commence à courir à la date de réception du bon de commande, sauf si ce document mentionne une autre date, le délai de livraison des vêtements finis ne pouvant en tout cas dépasser **8 semaines** à compter de la signature du bon de commande par le service compétent du Parlement européen, en ce compris les retouches.

IV.2 Liste des bénéficiaires

Le contractant recevra, en même temps que la commande, les listes nominatives des bénéficiaires.

Ces listes peuvent servir de listes de présence pendant la prise des mesures. Les mesures personnelles de chaque bénéficiaire sont prises individuellement dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

L'attention est attirée sur les dispositions de l'article I.13 du contrat-cadre en ce qui concerne les obligations de protection des données à caractère personnel. Sauf instruction contraire du Parlement européen, le contractant est obligé de supprimer l'ensemble des données nominatives fournies par le Parlement européen immédiatement après la réception de la livraison concernée et comme condition préalable à l'émission de la facture.

IV.3 Procédure-type d'une commande

a) Rédaction et envoi du bon de commande par le Parlement européen

Chaque fois que le Parlement européen aura besoin des services du contractant, le service opérationnel établira un bon de commande sur la base du nombre de bénéficiaires concernés et de la dotation individuelle à fournir et l'adressera par courriel et par la poste au contractant.

Ce bon de commande sera accompagné de la liste complète des bénéficiaires par site (Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg).

b) Prise de mesures (1ère visite du contractant)

À une date convenue d'avance avec le service opérationnel, le contractant se rendra sur chacun des trois sites (Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg) afin de prendre les mesures de chacun des bénéficiaires. Le contractant aura pris soin de venir avec l'ensemble du matériel lui permettant de prendre ces mesures.

À cette fin, le Parlement européen mettra à la disposition du contractant un unique emplacement pour toute la journée et organisera les travaux de façon à permettre à chaque bénéficiaire concerné par la commande de disposer d'assez de temps pour la prise de mesures avec le contractant.

Chaque bénéficiaire contresignera la feuille de relevé de mesures où il aura éventuellement émis également des observations acceptables par le contractant. Au terme de cette journée, une copie de ces relevés sera adressée au service opérationnel.

Dans le cadre de l'exécution du contrat-cadre, aucun fonctionnaire ou autre agent du Parlement européen ne peut prétendre à un quelconque service non prévu par le contrat cadre ou le bon de commande.

De même, toute demande d'articles non couverts par le contrat-cadre ou qui ne font pas l'objet d'un bon de commande émis préalablement ne devra être pris en compte par le contractant.

Le seul interlocuteur valable du Parlement européen pour le contractant, dans le cadre de l'exécution des commandes du contrat-cadre, est le service opérationnel.

Toute demande de paiement pour un article non couvert par le présent contrat-cadre ou commandé par un service autre que le service opérationnel ne pourra en aucun cas être honorée.

c) 2^{ème} visite du contractant – Retouches

Au vu des mesures prises lors de la première visite, le contractant exécutera, le cas échéant et dans ses propres locaux, les retouches nécessaires lui permettant d'effectuer l'intégralité de la livraison des articles commandés dans les délais contractuellement prévus par les bons de commande.

Les bénéficiaires ne pouvant pas se présenter au premier rendez-vous avec le contractant (maladie, congé, mission) seront convoqués à un deuxième rendez-vous selon les modalités à convenir d'un commun accord avec le contractant et en priorité à la date du passage du contractant (lors d'une prise de mesures/de dernières retouches/livraisons, etc.).

Pour sa part, dans le respect du délai contractuel d'exécution de la commande et à une date convenue d'avance, le contractant se présentera dans les locaux du Parlement européen sur chacun des trois sites (Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg). Il aura avec lui l'ensemble des vêtements qui font l'objet de la commande, prêtes à l'emploi.

Faute de réaction du Parlement européen, les retouches seront réputées conformes le deuxième jour suivant l'essayage des articles et le contractant pourra émettre la facture.

Seulement dans des cas exceptionnels où il y aurait eu une erreur manifeste de la part du contractant dans la prise de mesures et/ou dans une retouche, les pièces concernées seront retournées au contractant lors de la deuxième visite.

Dans la mesure du possible, le contractant devra remédier à la faille sur place. Si cela s'avère impossible, pour des causes imputables au contractant, celui-ci procédera dans les deux jours ouvrables suivant la reprise des vêtements défectueux à remédier à la faille dans ses propres locaux et à livrer par ses propres moyens et à ses frais les articles concernés.

Lorsque le vêtement est fini et livré, un agent du service compétent du Parlement européen **contresignera le bon de livraison.**

Les mêmes modalités pour la prise de mesures et les retouches de la première visite sont d'application lors de la deuxième visite.

d) 3^{ème} visite du contractant

Une 3^{ème} et dernière visite pourra être nécessaire pour déposer les vêtements pris en mesure et éventuellement objet d'une retouche lors de la 2^{ème} visite (selon délai contractuels) et / ou pour la prise de mesures de la population restante du bon de commande.

Dans le cas d'une troisième visite du contractant, l'ensemble des nouveaux articles concernés par cette visite feront l'objet de livraison par le contractant par les moyens de son choix (par ses propres moyens, par la Poste, par une société de transport de colis, etc.) et à ses frais.

Le service opérationnel indiquera au contractant l'adresse de livraison. Le contractant devra informer le service opérationnel du jour du départ et de la date probable de livraison au Parlement européen.

Toute livraison est effectuée, sauf dispositions contraires convenues entre les parties, de 9h30 à 12h00 ou de 14h00 à 16h00 (excepté les vendredis courts uniquement de 9h30 à 12h00). Ces vendredis courts précèdent les semaines de sessions parlementaires à Strasbourg (sessions qui se tiennent du lundi au jeudi). Voir le calendrier 2019 des sessions parlementaires en annexe et consultable, à l'adresse :

<http://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/meetings-search.html> .

Cette date de livraison devra en tous cas respecter le délai contractuel maximal fixé pour la date d'exécution de la commande.

Tout bénéficiaire indiqué dans la commande qui n'aurait pu participer à aucune des trois séances de prise de mesures prévue dans le contrat fera, le cas échéant, l'objet d'une nouvelle commande.

Le contractant adressera la facture correspondante au Parlement européen, conformément aux dispositions du contrat-cadre.

En cas d'absence prolongée d'un bénéficiaire lors de la livraison de la dotation le concernant, la retouche sera réputée conforme dans un délai de **2 (deux) semaines** à compter du jour de la livraison.

e) Préparation de l'objet de la commande par le contractant

Les commandes seront regroupées **par agent** et conditionnées **sous emballage individuel et nominatif**.

Les chemises et cravates sont emballées individuellement sous film plastique et regroupées dans un sac nominatif.

Les vestes et pantalons seront placés sur cintre et sous une housse de protection.

De manière générale, les parties peuvent convenir pour la livraison des fournitures de modalités plus détaillées à annexer aux bons de commande émis dans le cadre du contrat-cadre, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux dispositions dudit contrat-cadre et ses annexes.

f) Livraison et la réception des commandes

Livraison des commandes

La livraison des vêtements finis par le contractant est certifiée **par la signature des bons de livraison**, apposée par l'agent du service compétent du Parlement européen.

Réception des commandes

Sous réserve des dispositions complémentaires précisées le cas échéant dans le bon de commande, la réception définitive des vêtements finis livrés intervient dans un délai maximum **d'un mois** à compter de la date de livraison, à condition que les modalités d'exécution visées dans le contrat-

cadre et dans le bon de commande soient respectées et que les fournitures satisfassent aux spécifications du contrat et de ses annexes. La réception définitive est formalisée par l'apposition de la mention « conformes aux faits » sur le bon de livraison. Si tel n'est pas le cas, le service compétent avise par écrit (mail ou courrier recommandé) le contractant qu'il n'est pas en mesure de réceptionner les fournitures, dans le délai précité d'un mois à compter de la date de livraison.

En l'absence de bon de livraison avec la mention « conformes aux faits » et de procès-verbal de contestation dans le délai précité d'un mois à compter de la date de livraison, **la réception est réputée accomplie.**

Le contractant établira, sur demande du PE, un inventaire des personnes dont le nom reste ouvert sur la liste nominative et pour lesquelles le manque des mesures nécessaires ou de retouches n'a pas permis la confection/retouches et/ou la livraison des effets vestimentaires.

Le contractant est tenu d'apporter gratuitement les retouches éventuelles pour la livraison finale des vêtements afin que la tenue soit parfaitement conforme aux mesures du bénéficiaire.

Les retouches comprises sont exclusivement les suivantes : de longueurs de veste, de longueurs de manche de veste, de longueurs de pantalon et de ceinture de pantalon.

Le retard de livraison consécutif à la non présentation d'un bénéficiaire à une deuxième convocation pour prise de mesures ne pourra être imputé au contractant.

L'émetteur de la commande est informé par écrit de la date de livraison, au moins 8 jours ouvrables avant celle-ci. Toute livraison est effectuée, sauf dispositions contraires convenues entre les parties, **de 9h30 à 12h00 ou de 14h00 à 16h00** (excepté les vendredis courts uniquement de 9h30 à 12h00) aux adresses mentionnées sur les bons de commande.

Le Parlement européen se réserve le droit d'échelonner les livraisons en fonction de leurs besoins. Celles-ci sont communiquées via le bon de commande.

g) Délais de livraison

Le soumissionnaire indiquera sur le bordereau pour chaque article le délai maximum, exprimé en semaines, nécessaire à la livraison.

Les livraisons et essayages se feront dans les locaux du Parlement européen, à Luxembourg, Bruxelles et Strasbourg et aux adresses précisées sur les bons de commande.

Chaque livraison doit être accompagnée du couturier (ou autre personne responsable du contractant) et du bon de livraison qui devra être signé et daté par un responsable du Parlement européen dûment habilité aux fins de les joindre à la facture.

V. MODALITÉS D'ÉCHANGE DES ARTICLES ENDOMMAGÉS

Le soumissionnaire s'engage sur simple demande du service gestionnaire à échanger tout article endommagé ou présentant des défauts durant les **6 semaines** qui suivent la livraison définitive des vêtements. L'échange devra être effectif dans un délai de **4 semaines** à compter de la date de demande du service gestionnaire, adressée au soumissionnaire.

VI. LISTES DES ECHANTILLONS

a) Échantillons à fournir

- 1 veste homme bleu marine
- 1 pantalon homme gris anthracite
- 1 chemise manches longues blanche
- 1 chemise manches courtes blanche
- 1 chemise de cérémonie manches longues blanche
- 1 manteau homme bleu marine, gris ou noir
- 1 caban homme bleu marine, gris ou noir
- 1 imperméable homme bleu marine ou noir
- 1 cravate assortie au gris anthracite ou bleu marine

Pour les échantillons de vêtements, si la couleur demandée n'est pas disponible pour le jour de l'envoi des offres, il faut joindre un échantillon de tissu de la couleur demandée d'une taille impérativement égale ou supérieure au format A5.

b) Reprise des échantillons

Le ou les modèles choisis par le Parlement européen ne seront retournés au(x) lauréat(s) qu'à l'expiration du contrat.

Les firmes non retenues pourront enlever ou faire enlever leurs échantillons à leur frais dans les deux mois à partir de la date d'envoi de la lettre communiquant les résultats du marché. Au-delà de ce délai, les échantillons ne seront plus restitués.

Les calendriers 2018 et 2019 sont consultables sur :
<http://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/meetings-search.html>

2019



	01					02					03				
	1	2	3	4	5	5	6	7	8	9	9	10	11	12	13
①		7	14	21	28		4	11	18	25		4	11	18	25
②	1	8	15	22	29		5	12	19	26		5	12	19	26
③	2	9	16	23	30		6	13	20	27		6	13	20	27
④	3	10	17	24	31		7	14	21	28		7	14	21	28
⑤	4	11	18	25		1	8	15	22		1	8	15	22	29
⑥	5	12	19	26		2	9	16	23		2	9	16	23	30
⑦	6	13	20	27		3	10	17	24		3	10	17	24	31
	04					05					06				
	14	15	16	17	18	18	19	20	21	22	22	23	24	25	26
①	1	8	15	22	29		6	13	20	27		3	10	17	24
②	2	9	16	23	30		7	14	21	28		4	11	18	25
③	3	10	17	24		1	8	15	22	29		5	12	19	26
④	4	11	18	25		2	9	16	23	30		6	13	20	27
⑤	5	12	19	26		3	10	17	24	31		7	14	21	28
⑥	6	13	20	27		4	11	18	25		1	8	15	22	29
⑦	7	14	21	28		5	12	19	26		2	9	16	23	30
	07					08					09				
	27	28	29	30	31	31	32	33	34	35	35	36	37	38	39
①	1	8	15	22	29		5	12	19	26		2	9	16	23
②	2	9	16	23	30		6	13	20	27		3	10	17	24
③	3	10	17	24	31		7	14	21	28		4	11	18	25
④	4	11	18	25		1	8	15	22	29		5	12	19	26
⑤	5	12	19	26		2	9	16	23	30		6	13	20	27
⑥	6	13	20	27		3	10	17	24	31		7	14	21	28
⑦	7	14	21	28		4	11	18	25		1	8	15	22	29
	10					11					12				
	40	41	42	43	44	44	45	46	47	48	48	49	50	51	52
①		7	14	21	28		4	11	18	25		2	9	16	23
②	1	8	15	22	29		5	12	19	26		3	10	17	24
③	2	9	16	23	30		6	13	20	27		4	11	18	25
④	3	10	17	24	31		7	14	21	28		5	12	19	26
⑤	4	11	18	25		1	8	15	22	29		6	13	20	27
⑥	5	12	19	26		2	9	16	23	30		7	14	21	28
⑦	6	13	20	27		3	10	17	24		1	8	15	22	29

⑦ Неделя / Domingo / Neděle / Søndag / Sonntag / Pühapäev / Κυριακή / Sunday / Dimanche / Domhnach / Nedjelja / Domenica / Svētdiena / Sekmadienis /
 Vasárnap / Il-Ħadd / Zondag / Nledziela / Domingo / Duminică / Nedelja / Nedelja / Sunnuntai / Söndag

Сесия / Sesión / Zasedání / Session / Plenarsitzung / Istungjárk / Σύνοδος / Session / Session / Seisn / Sjednica / Sessione / Sesija / Sesija / Ülés / Sessjoni /
 Zitting / Posiedzenie / Sessão / Sesiune / Zasadnutie / Zasedanje / Istunto / Sammanträdesperiod

Комисии / Comisiones / Výbory / Udvalg / Ausschüsse / Komiteed / Επιτροπές / Committees / Commissions / Kolsti / Odbori / Commissioni / Komitejas / Komisijos /
 Bizottságok / Kunitati / Commissies / Komisje / Comissões / Comisii / Výbory / Odbori / Valiokunnat / Utskott

Групи / Grupos / Skupiny / Gruppar / Fraktioner / Fraktsioonid / Ομάδες / Groups / Groupes / Grúpaí / Klubovi zastupníka / Gruppi / Politiskās grupas / Grupės /
 Képviselőcsoportok / Gruppi / Fracties / Grupy / Grupos / Grupuri / Skupiny / Skupine / Ryhmät / Grupper

Внешни парламентарни дейности / Actividades parlamentarias exteriores / Vnější parlamentní činnost / Ekstern parlamentarisk virksomhed / Externe
 parlamentarische Aktivitäten / Väljaspool parlamendi töökohta toimuv tegevus / Εξωτερικές κοινοβουλευτικές δραστηριότητες / External parliamentary
 activities / Activités parlementaires extérieures / Gníomhaíochtaí parlaiminteacha seachtracha / Vanjske parlamentarne aktivnosti / Aktivitā parlamentari
 este / Parlamento ārējās pasākumi / Iborinā Parlamento veikla / Külsõ parlamenti tevékenységek / Aktivitāties parlamentāri esteri / Externe parlamentaire
 activiteiten / Zewertrane dzialsnia parlamentarne / Actividades parlamentares externas / Aktivitāji parlamentare exterieore / Vonkajšie parlamentné činnosti /
 Zunanje parlamentarne dejavnosti / Toiminta parlamentin ulkopuolella / Extern parlamentariskt arbete

Избори / Elecciones / Valby / Valg / Wahlen / Valimised / Εκλογές / Elections / Élections / Toghcháin / Izbori / Elezioni / Vēlēšanas / Rinkimai / Valasztások /
 Elezzionijiet / Verkiezingen / Wybory / Eleições / Aiegeri / Volby / Volitte / Vaalit / Val

Annexe II : Politique environnementale du Parlement européen



Εσπερινή συνέλευση · Parlamento Europeo · Evropský parlament · Europa-Parlamentet · Europäisches Parlament
Euroopa Parlament · Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο · European Parliament · Parlement européen · Parlaimint na hEorpa
Europski parlament · Parlamento europeo · Eilappas Parlaments · Europos Parlamentas · Eurtpai Parliament
Parlament Ewropew · Europees Parlement · Parliament Europejski · Parlamento Europeu · Parlamentul European
Európsky parlament · Evropski parlament · Euroopan parlamentti · Europaparlamentet

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme. Le Parlement assume cette responsabilité non seulement dans le cadre de son rôle politique et législatif, mais aussi dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il prend au quotidien.

En 2007, le Parlement européen a ainsi décidé d'engager son administration sur la voie de l'application de l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

L'intérêt porté aux performances environnementales des organisations est en constante augmentation. Les organisations couronnées de succès se caractérisent par une anticipation des défis environnementaux. Une large gamme d'avantages découlent de l'enregistrement EMAS, y compris la réduction des coûts des ressources et de la gestion des déchets, la minimisation des risques, le respect des dispositions réglementaires et l'amélioration des relations avec les parties prenantes internes et externes.

Le Parlement européen

- réaffirme son engagement de maintenir son enregistrement EMAS et son approche environnementale de l'amélioration continue en vue d'atteindre la viabilité environnementale dans toutes ses activités administratives;
- souligne les performances déjà globalement bonnes du système de gestion environnementale du Parlement européen mais souligne aussi la nécessité de renforcer encore les efforts afin de réaliser en temps opportun les objectifs actuels du Parlement en terme d'indicateurs de performance clés, notamment dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre;
- vise à établir de nouveaux indicateurs de performance clés à moyen et long terme, avec des objectifs concrets et quantifiés allant au-delà des délais actuels;
- s'engage à garantir le respect des objectifs et exigences fixés par la législation nationale et de l'Union;
- s'engage à mettre en œuvre des mesures préventives pour améliorer encore ses performances environnementales et pour veiller à ce que les considérations environnementales soient intégrées dans toutes les activités administratives;
- s'efforce de fournir des ressources suffisantes pour son système de gestion environnementale et les activités qui y sont liées;
- s'engage à inclure et à appliquer des critères d'efficacité environnementale et énergétique stricts dans toutes ses politiques immobilières et dans tous ses projets immobiliers;
- encourage des comportements responsables et appropriés par la formation, l'information et la sensibilisation accrue de l'ensemble de son personnel, mais aussi des députés et de leurs assistants, sur les aspects de leurs activités qui sont pertinents pour EMAS;
- s'engage à introduire les meilleures pratiques en égard à ses principales incidences environnementales, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et la gestion des déchets, ainsi qu'une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier;
- s'efforce de renforcer encore la stratégie relative aux marchés publics écologiques en établissant des objectifs en matière de classification des contrats.

Le Parlement européen s'engage à décrire en détail, à mettre en œuvre et à poursuivre la présente politique environnementale, à la communiquer à ses députés, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est mise en œuvre par le biais de son système de gestion environnementale. La politique environnementale et ledit système de gestion environnementale couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.


Martin SCHULZ, Président
Bruxelles, 21 Juin 2016




Klaus WELLE, Secrétaire-Général
Bruxelles, 21 Juin 2016



Ελληνική βουλή · Parlamento Europeo · Evropský parlament · Europa-Parlamentet · Europäisches Parlament
Euroopa Parlament · Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο · European Parliament · Parlement européen · Parlaimint na hEorpa
Europski parlament · Parlamento europeo · Eilappas Parlaments · Europos Parlamentas · Eurtpai Parliament
Parlament Ewropew · Europees Parlement · Parliament Europejski · Parlamento Europeu · Parlamentul European
Európsky parlament · Evropski parlament · Euroopan parlamentti · Europaparlamentet

POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement européen reconnaît qu'il lui incombe de contribuer de façon positive au développement durable en tant qu'objectif à long terme. Le Parlement assume cette responsabilité non seulement dans le cadre de son rôle politique et législatif, mais aussi dans le contexte de son fonctionnement et des décisions qu'il prend au quotidien.

En 2007, le Parlement européen a ainsi décidé d'engager son administration sur la voie de l'application de l'EMAS (système communautaire de management environnemental et d'audit), afin d'apporter des améliorations constantes à ses résultats environnementaux en matière d'activités, de produits et de services.

L'intérêt porté aux performances environnementales des organisations est en constante augmentation. Les organisations couronnées de succès se caractérisent par une anticipation des défis environnementaux. Une large gamme d'avantages découlent de l'enregistrement EMAS, y compris la réduction des coûts des ressources et de la gestion des déchets, la minimisation des risques, le respect des dispositions réglementaires et l'amélioration des relations avec les parties prenantes internes et externes.

Le Parlement européen

- réaffirme son engagement de maintenir son enregistrement EMAS et son approche environnementale de l'amélioration continue en vue d'atteindre la viabilité environnementale dans toutes ses activités administratives;
- souligne les performances déjà globalement bonnes du système de gestion environnementale du Parlement européen mais souligne aussi la nécessité de renforcer encore les efforts afin de réaliser en temps opportun les objectifs actuels du Parlement en terme d'indicateurs de performance clés, notamment dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre;
- vise à établir de nouveaux indicateurs de performance clés à moyen et long terme, avec des objectifs concrets et quantifiés allant au-delà des délais actuels;
- s'engage à garantir le respect des objectifs et exigences fixés par la législation nationale et de l'Union;
- s'engage à mettre en œuvre des mesures préventives pour améliorer encore ses performances environnementales et pour veiller à ce que les considérations environnementales soient intégrées dans toutes les activités administratives;
- s'efforce de fournir des ressources suffisantes pour son système de gestion environnementale et les activités qui y sont liées;
- s'engage à inclure et à appliquer des critères d'efficacité environnementale et énergétique stricts dans toutes ses politiques immobilières et dans tous ses projets immobiliers;
- encourage des comportements responsables et appropriés par la formation, l'information et la sensibilisation accrue de l'ensemble de son personnel, mais aussi des députés et de leurs assistants, sur les aspects de leurs activités qui sont pertinents pour EMAS;
- s'engage à introduire les meilleures pratiques en égard à ses principales incidences environnementales, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre et la gestion des déchets, ainsi qu'une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et du papier;
- s'efforce de renforcer encore la stratégie relative aux marchés publics écologiques en établissant des objectifs en matière de classification des contrats.

Le Parlement européen s'engage à décrire en détail, à mettre en œuvre et à poursuivre la présente politique environnementale, à la communiquer à ses députés, à son personnel, aux contractants et à toute autre partie intéressée, et à la rendre accessible au public.

La politique environnementale du Parlement européen est mise en œuvre par le biais de son système de gestion environnementale. La politique environnementale et ledit système de gestion environnementale couvrent de façon directe et indirecte les aspects environnementaux principaux ainsi que leur impact sur les sites concernés et permettent l'établissement des objectifs correspondants.

Martin SCHULZ, Président
Bruxelles, 21 Juin 2016



Klaus WELLE, Secrétaire-Général
Bruxelles, 21 Juin 2016

Annexe III : Non applicable

Annexe IV : Non applicable

Annexe V :

Fiche de renseignements concernant les groupements d'opérateurs économiques

Nom officiel du membre mandaté par le groupement³:

.....

Adresse officielle :

.....
.....

Forme juridique du groupement⁴:

.....
.....

Je soussigné(e) M./M^{me}....., en ma qualité de représentant du mandataire du groupement d'opérateurs ayant soumis la présente offre, déclare avoir pris connaissance des conditions fixées par le Parlement européen afin de pouvoir présenter une offre en tant que groupement et que la soumission d'une offre ainsi que la signature de la présente déclaration comportent l'acceptation desdites conditions:

"Le groupement d'opérateurs économiques justifiera de sa forme juridique dans l'offre. Cette forme juridique pourra prendre l'une des formes suivantes:

- une entité disposant d'une personnalité juridique reconnue par un État membre;
- une entité sans personnalité juridique mais qui offre au Parlement européen une protection suffisante au niveau des intérêts contractuels (selon l'État membre concerné, comme par exemple, un consortium ou une association temporaire);
- la signature par tous les partenaires d'une sorte de "procuration" ou document équivalent qui confirmera une forme de coopération.

Le document produit doit prouver le statut réel du groupement. De même, dans ce document ou dans une annexe à celui-ci, les opérateurs économiques faisant partie du groupement devront s'engager en tant que soumissionnaires à assumer une responsabilité solidaire lors de l'exécution du contrat si celui-ci leur est attribué.

Le Parlement européen pourra accepter d'autres formes juridiques non prévues ci-dessus à condition que celles-ci garantissent la responsabilité solidaire des parties et soient compatibles avec l'exécution du contrat. Toutefois, dans le contrat qui sera signé avec le groupement d'opérateurs, le Parlement européen se référera expressément à l'existence de cette responsabilité solidaire. Par ailleurs, il se réserve le droit d'exiger contractuellement la nomination d'un mandataire habilité qui pourra représenter les membres et aura, entre autres, la faculté d'émettre des factures au nom des autres membres."

³ Indiquez le nom et l'adresse du membre mandaté par les autres membres du groupement pour représenter celui-ci. En cas d'absence de mandat, tous les membres du groupement devront signer la présente déclaration.

⁴ À indiquer si une forme précise a été choisie par les membres du groupement. Dans le cas contraire, ne rien mentionner.

Renseignements concernant les membres du groupement économique			
Nom du membre du groupement	Adresse du membre du groupement	Nom du représentant du membre	Descriptions des capacités techniques, professionnelles et économiques ⁵

Date:

Signature:

⁵ Si l'offre contient déjà une telle description, l'endroit exact où celle-ci se trouve dans l'offre pourra être indiqué.

Annexe VI : *Non applicable*

Annexe VII : Fiche de renseignements financiers

Le soumissionnaire ou chaque société, dans le cas d'un groupement de sociétés disposant d'un mandataire commun, remplit la présente fiche en se fondant sur les bilans financiers des trois derniers exercices.

Chiffre d'affaires

Montant total du chiffre d'affaires des trois derniers exercices⁶

(préciser années)

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Bénéfice

Montant total du résultat net après impôts réalisé durant les trois derniers exercices

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Actifs disponibles à court terme

Montant total des actifs disponibles⁷ dans un délai d'un an

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Endettement à court terme

Montant total des dettes⁸ à moins d'un an

Exercice n-1	.....	EUR
Exercice n-2	.....	EUR
Exercice n-3	.....	EUR

Certifiée sincère et exacte.

Date:

Signature:

⁶ Le chiffre d'affaires annuel minimal ne dépasse pas le double de la valeur annuelle estimée du marché, sauf dans des cas dûment justifiés ayant trait à la nature de l'achat, que le pouvoir adjudicateur explique dans les documents de marché.

⁷ Créances à un an au plus, commandes en cours, placements de trésorerie, valeurs disponibles et comptes de régularisation

⁸ Ensemble des dettes de toute nature à un an au plus et comptes de régularisation.

Annexe VIII :

Étiquette à apposer sur les enveloppes externe et interne lors de l'envoi de l'offre

À utiliser et à compléter de façon à faciliter la transmission de l'offre au service compétent du Parlement européen



<p>PARLEMENT EUROPEEN Service du Courrier officiel Bâtiment Konrad Adenauer Plateau de Kirchberg L-2929 Luxembourg APPEL D'OFFRES n° 06B30/2018/M034 Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique Service de la passation des marchés Bureau KAD 03G023 <u>NE DOIT PAS ÊTRE OUVERT PAR LE SERVICE DU COURRIER NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITÉE</u></p>



<p>PARLEMENT EUROPEEN Service du Courrier officiel Bâtiment Konrad Adenauer Plateau de Kirchberg L-2929 Luxembourg APPEL D'OFFRES n° 06B30/2018/M034 Direction Générale des Infrastructures et de la Logistique Service de la passation des marchés Bureau KAD 03G023 <u>NE DOIT PAS ÊTRE OUVERT PAR LE SERVICE DU COURRIER NI PAR AUCUNE PERSONNE NON HABILITÉE</u></p>
